

PROPOSITION STAGES-MASTER 2

Construire la planification énergétique territoriale en démocratie : enquête sociologique au sein de deux collectivités engagées dans le développement des énergies renouvelables.

CONTEXTE

Le pôle d'équilibre territorial et rural (PETR) de Sélestat-Alsace Centrale est un « syndicat mixte » regroupant 52 communes. Il couvre 566 Km² et totalise près de 80 000 habitants. Le PETR est membre actif du réseau des territoires à énergie positive (TEPOS), réunissant des collectivités qui visent la couverture de leurs besoins énergétiques par les énergies renouvelables locales. En 2018, le PETR a engagé une démarche d'élaboration d'un PCAET (Plan climat air énergie territorial, approuvé en 2022) visant à 1/poser le diagnostic énergétique du territoire, c'est-à-dire identifier et quantifier les sources de consommation et de production d'énergie ; 2/évaluer les ressources et le potentiel de développement des énergies renouvelables (EnR) sur le territoire. Actuellement, sur le territoire du PETR, les EnR représentent 12 % de la consommation finale d'énergie brute (13.1 % au niveau national), et le PCAET ambitionne de porter cette part à 25 % en 2030 et 50 % en 2050. Parallèlement, le PETR se fixe pour objectif d'augmenter de 70 % la capacité installée en EnR, la production étant aujourd'hui majoritairement assurée par de l'hydraulique renouvelable et la filière bois-énergie (peu de photovoltaïque et pas d'éolien).

A une centaine de km plus au nord, la Communauté de Communes (CC) de Sauer-Pechelbronn (24 communes, 19000 habitants) manifeste l'ambition comparable de « devenir territoire TEPOS » (neutre en énergie) à l'horizon 2037. Ce projet a été officialisé dans le cadre de la signature d'un « contrat de transition écologique » avec l'État et la Région Grand-Est. Sur le territoire de la CC, les EnR représente 28 % de la consommation finale d'énergie brute. La production est essentiellement assurée par la filière bois énergie.

Dans les deux collectivités, cette démarche volontariste se couple à une volonté d'engager les habitants dans l'élaboration des politiques publiques concernant cette planification énergétique territoriale. Concrètement, les deux assemblées exécutives locales ont prévu de développer en 2024-2025 (en partenariat avec INRAE, le Muséum national d'Histoire naturelle, et le collectif Paysages de l'après-pétrole) un « jeu sérieux » visant à faciliter les délibérations publiques autour de la mise en paysage des ambitions énergétiques territoriales. **Les deux stages proposés visent à explorer, en amont de cette démarche participative, la manière dont cette ambition de planification énergétique participative mobilise à la fois les habitants et les réseaux techniques et associatifs locaux sur les deux territoires.**

OBJECTIFS

La participation citoyenne en matière d'environnement, qu'elle passe par la sensibilisation ou par l'implication des acteurs, s'impose aujourd'hui par le droit à l'action publique environnementale. La littérature scientifique a déjà pu explorer la manière dont cette injonction à la participation se traduit, en particulier, dans le cadre du développement des EnR. Ces travaux s'intéressent par exemple à la forte activité militante et contentieuse associée à ces projets (en particulier l'éolien), au développement d'un actionnariat « citoyen » organisé en coopératives énergétiques....Le stage proposé s'inscrit dans une démarche visant à étudier la manière dont les différents acteurs des territoires s'approprient et collaborent autour des enjeux liés aux EnR *en amont* de toute installation effective d'unités de production : sur quels réseaux locaux, régionaux et nationaux les élus et agents s'appuient-ils pour déployer les différentes phases de leur planification énergétique (de l'élaboration du PCAET à la mise en place de dispositifs de participation) ? Quelles relations entretiennent ces acteurs avec la population des territoires, et comment peuvent-ils contribuer à l'appropriation, par les habitants, des enjeux liés à la planification énergétique ?

MÉTHODES ET DÉROULE DU STAGE

Chacun des deux stagiaires recruté.e.s mènera une recherche sur l'une des deux collectivités (le PETR de Sélestat ou la CC de Sauer-Pechelbronn). Cette recherche portera sur les relations entre l'exécutif local (élus et agents) et les réseaux techniques, associatifs et militants liés aux questions énergétiques (et environnementales au sens large) à l'échelle locale, régionale et nationale ; 2/les liens entre ces réseaux et la population de la collectivité, notamment leur rôle dans la communication et l'animation des dispositifs participatifs qui seront mis en place par la collectivité durant l'année 2024. En un premier temps, chaque stagiaire établira une cartographie de ces réseaux au sein du territoire qu'il/elle étudie, de manière à identifier les acteurs clés, et à affiner les questions de recherche. Il s'agira dans un deuxième temps de mener une enquête sociologique sur les territoires correspondants. Chaque stagiaire sera chargé de mener, de dépouiller et d'analyser une dizaine d'entretiens semi-directifs avec les acteurs identifiés. Les personnes recrutées pourront assister également, en tant qu'observateurs, aux différentes activités organisées par les collectivités sur l'année 2024 afin de mobiliser les populations autour des enjeux de planification énergétique territoriale — en particulier, des soirées débats et des balades commentées. Ce travail de terrain sera organisé en deux sessions de 15 jours, au minimum. Durant leur stage, les stagiaires seront tou.te.s deux intégré.e.s à une équipe de recherche incluant des chercheurs INRAE (Baptiste Bedessem et Stéphanie Barral, co-endrants), du Muséum national d'Histoire naturelle, et du collectif Paysages de l'après-pétrole.

CARACTERISTIQUES DU STAGE

Disciplines concernées : sociologie, géographie, sciences de l'environnement

Durée et conditions des stages : 6 mois (début entre février et avril, dates négociables)

35h/semaine

Stages et missions indemnisés par INRAE au barème de la fonction publique en vigueur.

Structure d'accueil : LISIS (INRAE/CNRS/ UGE), Noisy-le-Grand

Encadrement : Baptiste Bedessem (chargé de recherche INRAE, LISIS) et Stéphanie Barral (chargée de recherche INRAE, LISIS).

PROFIL RECHERCHE

Master 2 Sociologie, géographie, ou Master 2 agronomie, sciences de l'environnement, ingénierie avec une forte composante en sciences humaines et sociales. Expérience en conduite d'entretiens appréciée. Intérêt pour les questions liées à la transition énergétique, et connaissances sur les énergies renouvelables appréciées.

Merci d'envoyer par email vos CV, relevé de notes de M1 et une lettre de motivation dans laquelle le candidat ou la candidate exposera son intérêt pour la thématique, sa préférence éventuelle pour travailler sur l'une ou l'autre des collectivités, et en quoi sa formation et son parcours lui semblent appropriés, avant le 15 novembre 2023 :

Baptiste Bedessem, baptiste.bedessem@inrae.fr, UMR LISIS

Stéphanie Barral, stephanie.barral@inrae.fr, UMR LISIS